



**PRÉFÈTE
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellule Risques Anthropiques
89 rue Weber – CS 52 002
30 907 NÎMES CEDEX 2

Nîmes, le 22 septembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LANGUEDOC LAVAGES

707, rue Bacchus
ZI de Grézan
30 000 NÎMES

Références : SC/2022-09-635
Code AIOT : 0006606726

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2022 de l'établissement LANGUEDOC LAVAGES implanté 707, rue Bacchus, ZI de Grézan – 30 00 Nîmes. L'inspection a été annoncée le 07/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de la mise à jour des rejets d'effluents industriels de l'établissement suite à l'augmentation d'activité du site.

L'inspection a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LANGUEDOC LAVAGES
- 707, rue Bacchus, ZI de Grézan – 30 00 NÎMES
- Code AIOT dans GUN : 0006606726
- Régime : autorisation

Les installations sont régulièrement exploitées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°17-077N du 17 mai 2017 autorisation la création et l'exploitation d'une installation de lavage interne de citernes routières par la société LANGUEDOC LAVAGES.

Rapport de l'Inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

À l'issue de la visite d'inspection du 20/09/2022 de l'établissement LANGUEDOC LAVAGES implanté 707, rue Bacchus, ZI de Grézan – 30 00 Nîmes, les constats explicités dans la partie « contexte et constats » du rapport amènent l'Inspection des installations classées à formuler à Madame la Préfète les propositions suivantes.

Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, **dans les délais précisés**, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.). **Dans le cas contraire, il sera proposé de mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après.

- Valeurs limites d'émission des rejets aqueux
Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 17/05/2017 – article 3.11
Délai : 1 mois à compter de la date du rapport d'inspection

Les prescriptions relatives aux dispositions contrôlées et rappelées ci-après feront ultérieurement l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire afin d'être modifiées :

- Débit journalier des rejets aqueux
Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 17/05/2017 – article 3.11

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
2	Débit journalier des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 17/05/2017 Article 3.11	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis la mise en service de l'établissement en février 2019, l'activité du site a fortement évolué avec l'arrivée de nouveaux clients, ce qui a entraîné un accroissement du nombre de citernes lavées (11 350 citernes estimées dans le dossier de demande d'autorisation de 2017 et 13 500 en 2021) et par conséquent une augmentation des rejets d'eaux vers la station d'épuration de la commune. L'exploitant devra fournir un dossier de porter à connaissance pour actualiser les dispositions de l'arrêté préfectoral du 17 mai 2017 relatives aux rejets aqueux du site.

La station de pré-traitement du site n'est pas perturbée par cette augmentation d'effluents industriels : les rejets d'eaux résiduaires en sortie de la station respectent les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté préfectoral susvisé en termes de charge organique (DCO, DBO₅ et MES). Une attention particulière devra néanmoins être portée par l'exploitant en ce qui concerne la concentration en aluminium dont la teneur a été élevée lors de l'analyse de juin 2022.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Valeurs limites d'émissions des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2017 – Article 3.11		
Thème(s) : Risques chroniques, Concentration et flux		
Prescription contrôlée : Les caractéristiques des eaux résiduaires industrielles rejetées doivent satisfaire, en toute circonstance, aux limitations suivantes en termes de flux polluants, mesurés à la sortie de la station de prétraitement des effluents :		
	Concentration (mg/l)	Flux journalier (kg/j)
Fer, aluminium et composés	5	0,3
Constats : L'analyse 24 h des rejets aqueux effectuée du 7 au 8 juin 2022, a montré que la concentration en aluminium n'était pas conforme (29,3 mg/L > 5 mg/l). L'exploitant a indiqué que cette concentration élevée provenait du coagulant (à base de polychlorure d'aluminium) qui est ajouté aux effluents de lavage lors du traitement physico-chimique. Des tests sont en cours pour diminuer la quantité de coagulant ajouté à l'effluent sans toutefois minimiser son efficacité. Un nouveau contrôle de la concentration en aluminium a été réalisé début septembre 2022. L'exploitant est en attente des résultats du laboratoire.		
Observations : L'exploitant transmettra à l'inspection dès réception, les résultats de l'analyse de septembre. Dans le cas où la concentration en aluminium ne respecterait pas la valeur limite fixée, l'exploitant poursuivra les mesures déjà mises en place.		
Type de suites proposées : Susceptible de suites		

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la situation administrative
- les rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées,
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Valeurs limites d'émission des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 17/05/2017 Article 3.11	

N°2 : Débit journalier des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2017 – Article 3.11			
Thème(s) : Risques chroniques, Volumes moyen et maximal			
Prescription contrôlée : Les caractéristiques des eaux résiduaires industrielles rejetées doivent satisfaire, en toute circonstance, aux limitations suivantes en termes de flux polluants, mesurés à la sortie de la station de prétraitement des effluents : <table><tr><td>Volume journalier autorisé</td><td>48 m³/j en moyenne 24 h 60 m³/j en volume maximum journalier</td></tr></table>		Volume journalier autorisé	48 m ³ /j en moyenne 24 h 60 m ³ /j en volume maximum journalier
Volume journalier autorisé	48 m ³ /j en moyenne 24 h 60 m ³ /j en volume maximum journalier		
Constats : Les volumes d'eau rejetés dépassent depuis ces deux dernières années, les valeurs limites autorisées dans l'arrêté préfectoral du 17 mai 2017. Le débit moyen s'est élevé à 73 m ³ /j en 2020, à 81 m ³ /j en 2021 et à 84,5 m ³ /j au premier semestre 2022, et les valeurs du débit maximal ont varié entre 87 m ³ /j (valeur relevée en juin 2020) et 103 m ³ /j (valeur de mai 2021). Cette augmentation des rejets aqueux est essentiellement liée au développement de l'activité de l'établissement (augmentation croissante du nombre de citernes à laver).			
Observations : L'exploitant devra sous un mois, déposer en préfecture du Gard un dossier de porter à connaissance comprenant tous les éléments d'appréciation dans le but de solliciter une modification des volumes des rejets aqueux autorisés. Les valeurs limites des volumes journaliers qui seront prescrites ultérieurement dans un arrêté préfectoral complémentaire, seront les suivantes : <ul style="list-style-type: none">– volume journalier moyen < 85 m³/j– volume journalier maximal < 100 m³/j. Ces valeurs ont été définies en accord avec la direction de l'eau de Nîmes Métropole et le gestionnaire de la station d'épuration (Véolia), qui ont confirmé que l'augmentation des rejets aqueux de l'établissement ne perturbera pas le bon fonctionnement de la station d'épuration de la commune de Nîmes.			
Type de suites proposées : Sans suite			